



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 24 Novembre – 1<sup>er</sup> Décembre 2022

## En bref

Les envois de fonds vers l'Amérique Latine et les Caraïbes ont augmenté de 9,3 % au cours des 9 premiers mois de 2022, en glissement annuel, selon la Banque mondiale. L'organisme précise que les envois de fonds vers la région ont atteint 142 Mds USD, mais que ceux-ci risqueraient de ralentir en 2023 (avec une croissance estimée à 4,7 %), compte tenu des perspectives économiques et de l'inflation. L'augmentation observée cette année est hétérogène selon les pays: 45 % des transferts ont été destinés au Nicaragua, 20 % au Guatemala, 15 % au Mexique, et 9 % à la Colombie. En pourcentage du PIB, ces envois de fonds ont dépassé 20 % au Salvador, au Honduras, en Jamaïque et en Haïti.

### LE CHIFFRE À RETENIR

9,3 %

Augmentation des transferts de fonds sur les neufs premiers mois de l'année vers l'Amérique Latine et les Caraïbes

## Zoom sur

Les économies d'Amérique centrale connaîtront en moyenne une croissance supérieure à celles d'Amérique latine en 2022. Selon les dernières prévisions de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), les économies du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et de la République dominicaine connaîtraient une croissance moyenne de 4,5 % à la fin de cette année, soit 1,8 point de plus que la moyenne des pays d'Amérique latine, qui s'établirait à 2,7 %. Par ailleurs, pour l'Amérique centrale, ces dernières prévisions de croissance sont inférieures de 0,4 point à celle attendues avant le début de la guerre en Ukraine. Toutefois, la révision est plus faible pour la région centroaméricaine que pour l'ensemble de l'Amérique latine, où la croissance a été abaissée de 0,6 point de pourcentage.

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**La Banque centrale du Mexique (Banxico) relève ses prévisions de croissance pour l'économie nationale à 3 % pour 2022.** Ce chiffre est plus élevé que la prévision précédente, publiée en août, qui prévoyait une croissance à 2,2 %. Cette révision à la hausse reflète le dynamisme dont a fait preuve l'économie du Mexique tout au long de l'année, et qui s'est manifestée par une croissance plus forte que prévue au T3 2022. L'institution a toutefois averti qu'il existait un risque prononcé de baisse de la demande extérieure pour le Mexique en 2023, compte tenu du ralentissement attendu aux Etats-Unis.

**Selon l'OCDE, les recettes fiscales du Mexique sont tombées à 16,7 % du PIB en 2021, contre 17,6 % l'année précédente.** Les données de l'OCDE confirment également que le Mexique est resté le pays dont les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont les plus faibles parmi les 38 pays de l'OCDE, en 2021. De même, le pays reste bien en dessous de la moyenne générale des pays de l'OCDE, à 34,1 % en 2021. En outre, le Mexique est l'un des 11 pays (avec le Canada, l'Islande et la Turquie, par exemple) où les recettes fiscales (en % du PIB) ont diminué en 2021. Le premier pays en termes de recouvrement des recettes en pourcentage du PIB serait le Danemark, avec 46,8 % du PIB, suivi de la France (45,1 %).

**Les exportations du Mexique ralentissent en octobre, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).** En variation mensuelle, les ventes à l'étranger ont chuté de 4,2 %, leur plus forte baisse depuis le mois de janvier 2022. Cette baisse serait due au ralentissement de l'activité manufacturière et des exportations de pétrole. En particulier, les exportations de pétrole ont ralenti passant d'une variation mensuelle de 31 % à 7 % en octobre. Il en va de même pour les exportations non pétrolières, dont la variation mensuelle est passée de 25 % à 18,5 %.

**L'inflation au Mexique a ralenti au cours des deux premières semaines de novembre, pour atteindre 8,14 % en g.a.** L'INEGI a indiqué que

l'indice national des prix à la consommation avait connu une variation annuelle de 8,14 % au cours de la première moitié du mois de novembre, accumulant ainsi cinq quinzaines consécutives de tendance baissière. Il n'y a toutefois pas de tendance claire à la baisse, l'inflation de base ayant accéléré à 8,66 % g.a. Selon le vice-gouverneur de la Banque centrale du Mexique, l'écart entre l'inflation globale et l'inflation de base se comblerait rapidement vers la fin de l'année 2023.

**Selon les données de l'INEGI, le PIB du Mexique aurait enregistré une croissance de 0,3 % au T3 2022, par rapport au T3 2019, et rattrapé ainsi son niveau pré-pandémique.** En glissement annuel, le PIB a progressé de 0,89 % au T3, soit son taux le plus faible depuis un an, mais il retrouve son niveau pré-pandémique (du T3 2019). En détail, les services enregistrent une baisse de 0,04 %, tandis que l'industrie et les activités agricoles ont connu une hausse respective de 0,32 % et de 7,6 %, par rapport au T3 2019.

**Les exportations du Mexique vers les Etats-Unis atteignent le chiffre record de 52,3 Mds USD en septembre, soit une augmentation de 25 % en g.a.** Plus de 80 % des exportations du Mexique sont destinées aux Etats-Unis, qui sont de loin le principal partenaire commercial du pays. Par rapport à l'année précédente, en septembre 2022, les exportations de wagons de chemin de fer ont augmenté de 174 % g.a., les médicaments vendus au détail ont augmenté de 60 % g.a, les voitures de 44 % g.a.

**Si les investissements directs étrangers (IDE) du Mexique continuent d'augmenter, ils n'ont toujours pas retrouvé les niveaux exceptionnels de 2018.** Selon les données de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), les IDE ont augmenté de plus de 6 % en 2021, pour atteindre 33,4 Mds USD. Ce chiffre demeure inférieur au niveau de 2018 (37,8 Mds USD). Les Etats-Unis restent la principale source d'investissement en 2021 (47 % des flux intrants, avec une croissance de 38 % en 2021). En revanche, les investissements en provenance du Canada ont enregistré une baisse de 40 %, représentant 8 % du total des IDE, au profit de pays européens. Les IDE canadiens

représentaient 34 % du total des investissements en 2021, et ont augmenté de 36 % par rapport à 2020 (avec notamment l'Espagne, 14 % du total, en hausse de 6 % g.a ; l'Allemagne, 7 % du total, en hausse de 78 % g.a ; et le Royaume-Uni, 1 % du total, en hausse de 100 % g.a).

**Selon l'agence de notation Moody's, pour que le Mexique profite de la délocalisation des entreprises (nearshoring), le pays doit renforcer son engagement en matière de fiscalité et de sécurité juridique.** En octobre, la Secrétaire de l'Economie, Raquel Buenrostro, a annoncé qu'environ 400 entreprises seraient intéressées par une délocalisation de l'Asie vers le Mexique pour bénéficier du T-MEC. Toutefois, pour ne pas perdre les opportunités représentées par le phénomène, des mesures devraient être prises par le gouvernement pour renforcer la sécurité juridique et l'engagement des autorités publiques en termes de fiscalité.

**Selon Barclays, le Mexique profite déjà du phénomène de relocalisation.** L'organisme explique que le *nearshoring* aurait fait rebondir les investissements étrangers au Mexique à 40 Mds USD en 2022, contre 26,6 Mds USD en 2021. Le Mexique profiterait ainsi d'ores-et-déjà des effets de la délocalisation des sites de production des entreprises occidentales hors de Chine. La moitié des IDE intrants proviennent d'investissements nouveaux (contre 20 % en 2021). En outre l'écart entre les exportations du Mexique et celles de la Chine a atteint 31 % (soit une diminution de moitié par rapport à 2017, où l'écart était de 62 %). Selon Barclays, si le Mexique tirait pleinement parti de la tendance de *nearshoring*, ses exportations vers les Etats-Unis (qui représentent 40 % du PIB mexicain) pourraient augmenter d'environ 38 %.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**En octobre 2022, les recettes des ventes de pétroles ont atteint leur niveau le plus bas depuis 8 mois.** Ce mois d'octobre, le prix moyen du baril de pétrole s'est établi à 81,2 USD, soit son niveau le plus faible depuis le mois de janvier. *Petroleos*

*Mexicanos* (PEMEX) a indiqué que la valeur des exportations de pétrole s'était élevée à 2,4 Mds USD en octobre, son plus bas niveau depuis février, qui marquait le début du conflit russo-ukrainien. Entre janvier et octobre, le Mexique a tiré 27,2 Mds USD des ventes de pétrole brut, ce qui représente une hausse de 37 % par rapport à 2021. Parmi les exportations, 67 % sont destinées au continent américain, notamment aux Etats-Unis, 22 % destinées à l'Extrême Orient, et 10 % à l'Europe.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**La Secrétaire de l'Economie, Raquel Buenrostro, est aux Etats-Unis pour tenter de débloquer les consultations en cours sur le secteur de l'énergie prévues par le T-MEC.** Elle espère ainsi faire passer deux des quatre blocs des consultations initiées par les Etats-Unis et le Canada. En effet, ces deux pays jugent que le Mexique viole l'accord commercial trilatéral en donnant la priorité à l'énergie produite par son entreprise publique au détriment des entreprises privées. Si aucune solution n'est trouvée et que le Mexique perd le litige, les Etats-Unis et le Canada pourraient imposer des droits de douane équivalents aux pertes subies par les entreprises des deux pays.

**La Ministre du Commerce du Canada, Mary Ng, a déclaré qu'Ottawa explorerait d'autres options si aucune « réponse satisfaisante » n'était obtenue du Mexique au sujet des consultations du T-MEC.** Lors de sa rencontre avec la Secrétaire d'Etat à l'Economie, Raquel Buenrostro, dans le cadre du sommet de l'Alliance du Pacifique, la ministre canadienne a fait part des préoccupations actuelles du Canada dans ses relations bilatérales avec le Mexique, notamment des problèmes d'investissement et de climat réglementaire dans les secteurs miniers et énergétiques. Ottawa a déclaré que pour le Canada, une priorité essentielle dans la discussion était de contribuer à faire en sorte que les travailleurs et les entreprises des deux pays puissent profiter pleinement des avantages du T-MEC.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 01/12
Bourse (IPC)	-0,59%	4%	51 684,86 points
Change USD/MXN	-0,46%	-10,96%	19,27
Change EUR/MXN	-0,45%	-17,53%	20,05
Prix du baril mexicain	-4,59%	+9,45	70,84

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

**La Banque centrale relève son taux directeur à 3,75 % afin de lutter contre l'inflation galopante.**

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) a décidé de relever son taux directeur dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre de 0,75 points de base afin de freiner l'inflation qui a atteint 9,7 % en octobre dernier. Entre janvier et octobre, l'inflation moyenne a avoisiné les 9 % dans le pays (8,99 % selon Banguat). C'est la cinquième fois en 2022 que la Banque centrale décide de relever son taux directeur, qui en janvier dernier s'établissait à 1,75 %.

**Le développement de centres commerciaux est en plein essor en 2022.** Depuis janvier, les principaux groupes immobiliers ont investi près de 75 M USD dans la construction de six nouveaux espaces commerciaux ainsi que dans l'aménagement et l'agrandissement de cinq espaces existants. Cela représente une augmentation totale de 200 000 mètres carrés de la zone de chalandise dans le pays.

### 2. EL SAVADOR

**Le Président Bukele annonce le deuxième rachat d'obligations 2023 et 2025.** L'offre est assujettie

à un montant ne dépassant pas 74 M USD pour l'achat des obligations et le remboursement des intérêts courus. Cette opération est mise en œuvre par le gouvernement afin de s'assurer des liquidités suffisantes pour honorer l'échéance des obligations de janvier 2023 d'un montant de 667 MUSD. La date de clôture de l'opération est prévue pour le 6 décembre prochain.

**Le gouvernement soumet à l'Assemblée législative un plan de réforme des retraites.** La réforme prévoit notamment d'augmenter les retraites minimums de 304 USD actuellement à 400 USD par mois pour les personnes gagnant le salaire minimum (365 USD). La contribution de l'employeur à la contribution générale augmenterait de 1 % sachant qu'elle est actuellement à 7,75 %. Ainsi, la contribution générale au compte d'épargne individuel entre le salarié et l'employeur passera de 15 % à 16 %. Une hausse supplémentaire de 1 % des contributions individuelles serait affecté au compte de garantie de solidarité, contre 5 % actuellement. Les frais de commission pour la gestion des comptes individuels, de 1,9 % actuellement, seraient également abaissés d'un point de pourcentage. En juillet 2022, selon les chiffres officiels, le total des actifs de fonds de pension était de 13,8 Mds USD, dont 11,8 Mds USD investis dans des instruments gouvernementaux financiers, des titres étrangers, des instruments bancaires, des fonds de titrisation et d'investissement. Certains points concernant la mise en œuvre de la réforme restent en suspens notamment concernant le financement de l'augmentation des retraites minimums qui n'est pas prévu dans le budget 2023. De plus, les travailleurs du secteur informel, les personnes âgées ayant peu cotisé, ainsi que les couches moyennes de travailleurs gagnant légèrement plus que le salaire minimum ne pourraient pas bénéficier de cette réforme.

**Le gouvernement crée un Bureau National du Bitcoin.** Par le biais d'un décret signé par le président Nayib Bukele, le ministère de l'économie a créé un Bureau National du Bitcoin dont l'objectif est de gérer tous les projets liés aux bitcoins. Le Bureau aura également pour fonction de superviser la stratégie annoncée par le gouvernement Bukele de participer à l'achat d'un bitcoin par jour. La création de ce bureau

intervient un jour après que le gouvernement salvadorien ait soumis à l'Assemblée législative un projet de loi sur l'émission d'actifs numériques qui, entre autres, ouvre la voie à l'émission d'obligations « volcan » garanties par le bitcoin.

### 3. HONDURAS

**Suite à la COP 27, le Secrétariat des Ressources Naturelles (SERNA) a annoncé l'entrée du Honduras dans le marché mondial du carbone dès 2023.** Le Honduras, bénéficiant d'une couverture forestière de 56 % du territoire, rentrera dès 2023 sur le marché mondial du carbone en tant que vendeur de crédits carbone. Le Honduras pourrait mettre en vente des crédits-carbone pour les 1,8 million de tonnes de carbone captées entre 2016 et 2018, à un prix unitaire du crédit variant entre 15 et 18 USD. Pour les 5,9 millions de tonnes supposément captées entre 2020 et 2022, les crédits associés seront mis en vente sur le marché une fois les vérifications de ce chiffre effectuées par l'ONU.

### 4. NICARAGUA

**Le gouvernement prévoit un budget de 3 Mds USD pour 2023.** Le budget approuvé par l'Assemblée Nationale est 20 % supérieur au budget de 2022 selon la Banque centrale. Les recettes budgétaires permettraient de financer 92,6 % du budget. Le budget 2023 représente 16,5 % du PIB, selon les données officielles. Près de 74,1 % du budget sera alloué aux dépenses courantes, dont 56,4 % dédiés aux dépenses sociales (santé, logement, services communautaires, entre autres), 9,8 % à la sécurité et 3,3 % pour la défense. Les 26 % restant seront consacrés aux dépenses de capital.

## 1. REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Les utilisateurs de services bancaires numériques atteignent le nombre de 5,9 millions en République dominicaine.** Lors du Congrès latino-américain sur la technologie et l'innovation financières (CLAB) 2022, organisé par la Fédération latino-américaine des banques (FELABAN), le gouverneur de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), Héctor Valdez Albizu, a indiqué qu'en 2014, les utilisateurs de services bancaires par Internet du pays étaient de 1,4 millions, tandis qu'en septembre 2022, le nombre d'utilisateurs s'élevait à 5,9 millions, soit une augmentation de 321 %.

## 2. CUBA

**Cuba et la Chine renforcent leurs liens économiques et commerciaux.** Le président cubain a conclu le 25 novembre une visite officielle en Chine, dernière étape de la tournée internationale au cours de laquelle il a rendu visite aux autorités algériennes, russes et turques. Au cours de ces échanges, les deux pays ont signé 12 documents, notamment des accords et des Memorandum of Understanding, dont certains sont liés à la mise en place de nouveaux financements pour des investissements chinois à Cuba. Un don de 100 M EUR de la Chine a été également acté, ce dernier étant destiné en priorité au rétablissement de la situation économique de l'île, qui est confrontée à sa pire crise depuis trois décennies. Les parties ont également abordé le sujet de la dette cubaine, dont les impayés remontent à 2019. Malgré la diminution des échanges commerciaux (près de 1 Md USD en 2021 contre 2,5 Mds USD en 2016), la Chine reste le principal partenaire commercial de l'île et un important allié politique de l'île.

Caraïbes

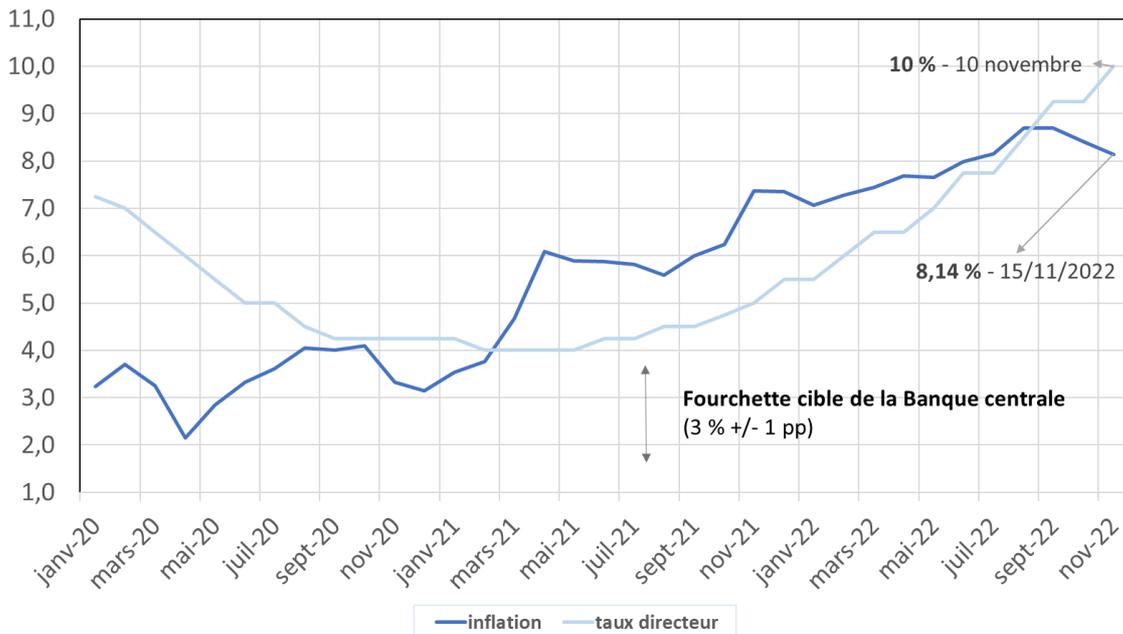
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

**Source :** FMI, World Economic Outlook, Octobre 20

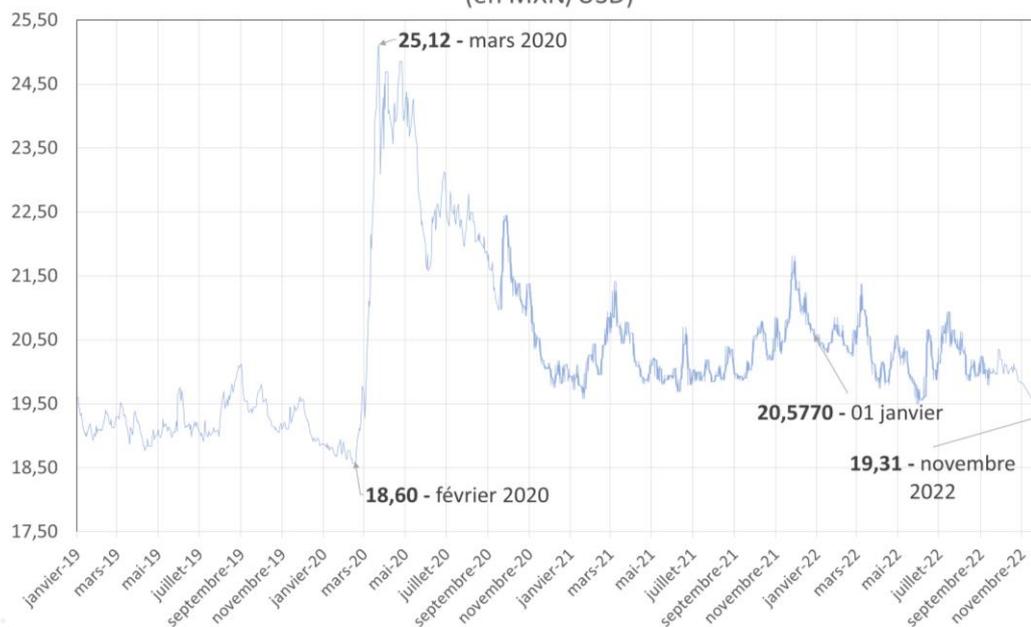
## –Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



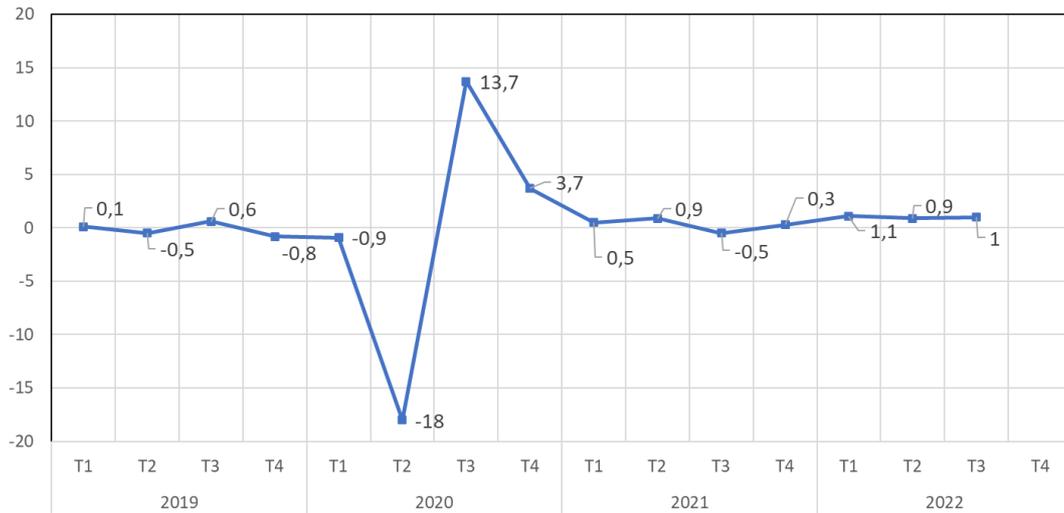
**Source:** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change  
 (en MXN/USD)



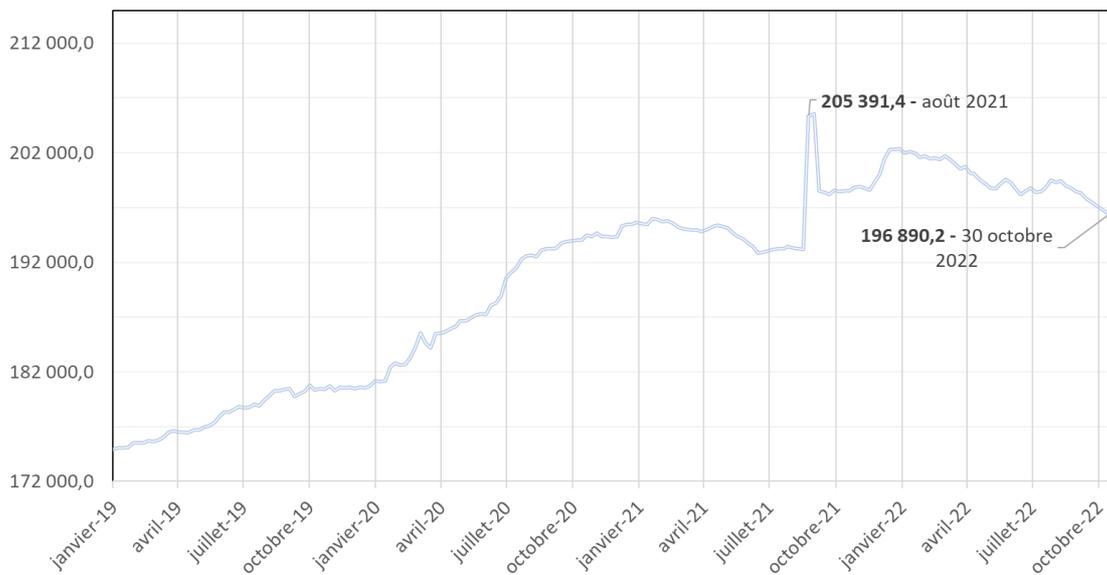
**Source:** Banque centrale du Mexique

### Taux de croissance du PIB (%, glissement trimestriel)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

### Montant des réserves internationales (en M USD)



**Source :** Banque centrale du Mexique